Nouvelle Société

# VOYAGE EN FRANCE AVANT LA TEMPÊTE!

FEUILLETON DE L'ÉTÉ

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

**EDITORIAL**..... 3
**Chapitre 1 :** Où va la France?..... 4
**Chapitre 2 :** Où va la Macronisme?..... 10
**Chapitre 3 :** Où va Marine le Pen?..... 15
**Chapitre 4 :** Où va la droite?..... 20
**Chapitre 5 :** Où va la gauche?..... 24

# EDITORIAL

La plaine est sèche.

Tout porte à croire que la crise politique rejoint la crise sociale et la nourrit.

La crise politique est produite par l'explosion du bipartisme libérant les populismes, de l'éclatement de l'offre politique, et d'un abstentionnisme de masse. Celle-ci a débouché sur une crise politique où le Président réélu, Emmanuel Macron, sans réel débat national et grâce à un vote utile, n'a pas de majorité absolue au parlement.

Et ceci, dans un moment où l'extrême-droite nationaliste et d'exclusion a été pour la 2e fois au second tour de la Présidentielle et devient le premier groupe d'opposition du Parlement.

La confrontation entre les nationalistes et les libéraux avec une gauche mouche du coche accroît « l'énervement ambiant » et donne à la situation politique son caractère volcanique ponctué d'une multitude d'éruptions.

Le malaise social et le mal-être débouchent sur la crise. Son moteur, le précariat de masse, la panne de l'ascenseur social sont stimulés par l'inflation. « Une vie chère » qui fait son retour.

La défiance vis-à-vis des offres politiques, le scepticisme dans la démocratie, la déconstruction républicaine complètent un tableau explosif.

**Ce monde inquiet sent la poudre. Il peut s'embraser eà chaque instant et pas obligatoirement ou mécaniquement pour le meilleur.**

La France entre colères endémiques et anxiété rampante se cabre face aux défis des temps modernes : La mutation numérique du capitalisme, l'urgence écologique, la société du précariat, l'individualisme consommateur, le communautarisme, le racisme, l'insécurité, le monde en guerre flirtant avec le nucléaire etc.

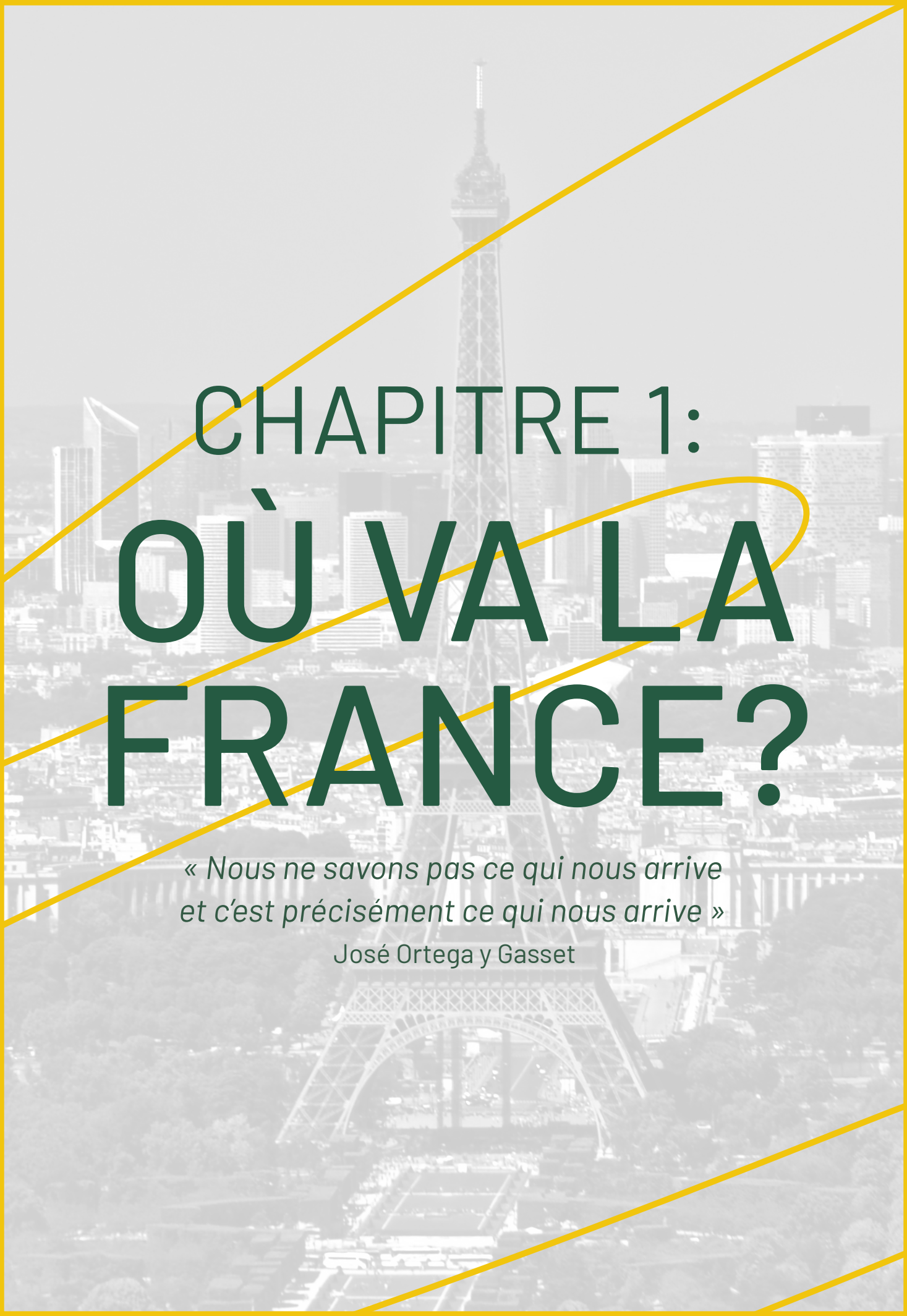
**Les temps nouveaux sont là mais la vie politique est encore dans le monde d'hier.**

Antonio Gramsci reprenant l'analyse marxiste de la contradiction entre les forces productives et les rapports de production pour expliquer les révolutions disait « la crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître. Pendant cet interrègne on observe des phénomènes morbides les plus variés »

En France on a traduit cela par « le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ».

La citation originale est plus juste sans que la traduction française soit fausse.

**Ce voyage en France avant l'explosion confirme ce sombre pronostic.**



# CHAPITRE 1:

# OÙ VA LA FRANCE?

*« Nous ne savons pas ce qui nous arrive*
*et c'est précisément ce qui nous arrive »*

José Ortega y Gasset

# OÙ VA LA FRANCE?

Dans la chaleur suffocante de ce début d'été, la France est triste. Elle constate, avec amertume, non seulement les effets du réchauffement climatique mais encore son déclassement comme nation ou/et au sein du pays. Tout lui semble morose : le palmarès des universités ou celui des élèves, les difficultés de son système de santé, l'inexorable montée des prix et la stagnation des salaires, le déclin de la culture, reléguée aux rayons des accessoires, la montée de la violence, de la délinquance, la mise en cause de la Police ou tout simplement la France supplantée par la Turquie comme médiatrice de la Guerre russo-ukrainienne ; sans évoquer la situation de son armée chassée du Mali, aux capacités opérationnelles réduites malgré son professionnalisme.

La démocratie n'est plus plébiscitée par les Français. La perte de la souveraineté monétaire ou la prééminence du droit communautaire, voire la tendance à la judiciarisation de la vie politique, l'État impotent et impécunieux donnent aux Français l'impression que le politique ne peut rien.

La France est la reine des sports collectifs : football, handball, volley. Mais elle s'est identifiée au coureur cycliste Thibaut Pinot qui, n'y arrivant pas dans le tour de France 2022, a résumé l'état d'esprit du moment : « Je n'apporte rien. Je suis mauvais ».

La perspective d'être condamnés à vivre dans le ventre mou des nations ne réjouit pas les Français et la situation économique, sociale et surtout républicaine les exaspère.

L'Europe, ô combien nécessaire pour lutter contre l'inflation dans un climat de guerre, de pandémies ou de réchauffement climatique - tout ce que l'on ne peut maîtriser dans un seul pays - ne fait pas recette. Elle devient même le bouc émissaire des maux de la société.

La France vit mal un étrange paradoxe. Elle n'a jamais été aussi riche : son PIB a atteint 2355 md€ en 2019 contre 453 md€ en 1980 ou 1485 md€ en 2000. Et pourtant, le rang de la France glisse graduellement. En 2021, la France est le 7ème pays au monde derrière les États-Unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne et à des niveaux proches du Royaume-Uni et de l'Inde ... Le PIB français représente 3,1% du PIB mondial contre 6,1% en 1980 et 4% en 2000.

Sa mutation industrielle vers la révolution de l'immatériel est pour le moins poussive, alors qu'elle a l'une des meilleures filières mathématiques au monde. Et la combinaison de cet état à l'impératif catégorique du capitalisme contemporain, c'est-à-dire la financiarisation de l'économie, moteur d'une globalisation libérale, produit des dégâts considérables en matière de désindustrialisation. Elle dérégule toutes les normes sociales issues des conflits sociaux de l'ère industrielle et de la capacité redistributive de l'État providence des « trente glorieuses ». Ce qui donne l'impression d'optique d'un âge d'or révolu.

## LA FAILLITE FRANÇAISE

La désindustrialisation, source d'un chômage de masse, n'est plus à démontrer. Et par voie de conséquence, la stagnation relative de la productivité horaire, le recul des heures travaillées par tête, le faible taux de croissance annuelle de la productivité (0,9 %, inférieure à celle des Etats-Unis qui est de 1,53%). Cela renvoie à l'insuffisante transition numérique des PME.

Enfin, les déficits de la France s'accumulent et se cumulent : d'abord le déficit commercial (84,7 mds en 2021) montre que la France a un déficit de compétitivité majeur et persistant ; ensuite le déficit budgétaire avec les dépenses publiques, qui représentent 61,6% du PIB et la dette, qui atteint 116% du PIB (le double de 2001 où elle atteignait 58%).

Cette trajectoire n'est soutenable qu'à condition que la croissance reste forte, les taux bas et qu'aucun événement tragique n'intervienne.

**Nous sommes en état de faillite financière, à la merci de la remontée des taux d'emprunts pour rembourser notre dette.**

**Une faillite comme nous venons de le voir et une faillite tout autant morale.**

D'abord parce que la question sociale concentre la question morale. Les Français ne s'accordent plus sur les valeurs en pleine mutation. L'individualisme consommateur fait des ravages dans le vivre ensemble, pendant que les communautés de toutes sortes imposent leurs obsessions. On n'ose dire leur névrose.

La société de défiance s'accroît, le complotisme très présent et le nombre d'indicateurs qui se dégradent (suicides, consommation de psychotropes, d'alcool, de consultations psychiatriques) montrent la souffrance psychique des Français

## LA FRANCE PAYS RICHE PEUPLÉE DE PAUVRES

La Banque mondiale classe la France à la 25 ème place en parité de pouvoir d'achat. Parmi les pays développés, la croissance du PIB par habitant apparaît comme l'une des moins rapides. L'inégalité des revenus s'est accrue depuis 20 ans, selon l'observatoire des inégalités. Les 10% du haut de l'échelle des revenus touchent aujourd'hui 7,1% de ce que touchent les 10% du bas après impôts et prestations sociales. Les 10% les plus fortunés possèdent 46,5% de l'ensemble du patrimoine des ménages. Quant à la pauvreté, elle ne se limite pas aux sans-abris, dont le nombre a doublé depuis 2012 pour atteindre 300 000 personnes selon la fondation Abbé Pierre ou aux 7 millions de Français qui ont besoin de soupes populaires. Le taux de pauvreté (percevant moins de 60% du revenu médian soit 1 102€) s'est accru passant de 12,7% en 2004 à 14% en 2016 et à 14,6% en 2020.

Les pauvres sont notamment des chômeurs, des familles monoparentales mais également des travailleurs pauvres, des indépendants, des petits agriculteurs et des ouvriers agricoles.
Le précariat est la réalité incontournable de la France contemporaine alors que le poids des dépenses contraintes dans le revenu des ménages s'est considérablement accru ces dernières années passant de 12% au début des années 60 à 29% aujourd'hui. Et là encore, les inégalités sont criantes. Ce poids des dépenses contraintes est d'autant plus important que le ménage est modeste. Il passe ainsi de 19% du revenu pour les 20% les plus riches à 31,5% pour les 20% les plus pauvres.
Et tout est à l'avenant. Les Français regardent désespérément le reste à vivre. Ils observent avec angoisse le prix du logement ou de l'alimentation. Ils s'emportent devant la marchandisation de la vieillesse. Ils constatent, parfois avec colère, que le travail ne paye pas suffisamment. Quant aux minimas sociaux, ils permettent à peine de survivre, alors que ces Français sont de plus en plus stigmatisés comme fardeau. Ils déplorent une éducation nationale de moins en moins juste et efficace, ou des inégalités devant des services publics très délabrés et les déserts publics dans l'espace rural.
**La faillite est tout autant écologique.** La transition écologique est au croisement de plusieurs défis mondiaux : épuisement des ressources fossiles, réchauffement climatique. La France est plutôt un faible émetteur de gaz à effet de serre en Europe. Pour autant, la contribution de la France à ces défis implique des investissements considérables, notamment dans la recherche ou à des changements individuels et collectifs en termes de déplacements, d'alimentation, d'habitat, d'urbanisme. Elle n'est pas au rendez-vous et désespère une grande partie de la jeunesse…Voire la radicalise.
**Cet état réel de la France derrière le paysage avenant de ses réussites ou de la glorification de la « start-up nation » explique le ressentiment français ou la sécession citoyenne ou l'abstention est de masse.** Et pour ceux qui votent, ils le font, en majorité, pour les protestataires ou les populistes de toutes sortes.

**La déconstruction républicaine interroge sur la nation.**

## UNE RÉPUBLIQUE POUR TROIS FRANCE

La France n'est plus une République une et indivisible. La déconstruction républicaine interroge sur la nation. Il s'agit d'une République pour trois France.
La France est maintenant divisée selon plusieurs fractures. Elles s'accumulent, se renforcent et se concurrencent : **Trois classes se distinguent,** les pauvres, les classes moyennes, les riches ; **trois âges**, les jeunes, les actifs, les retraités ; **trois « religions »**, les « manifs pour tous », les « Charlie », les islamistes ; trois « territoires », les métropoles, les banlieues, la France dite périphérique ; trois « races », les blancs, les noirs, et les maghrébins ; trois sexes, dissolvant le vivre ensemble au nom du passé colonial, où la mixité à la française entre un féminisme de combat et un machisme criminel.

Chaque France interagit, bouscule les autres catégories dans une cacophonie infernale et une succession d'épisodes maniaco-dépressifs qui masquent la question centrale de la société française : la question sociale.

On a pu ainsi passer en quelques semaines de l'engouement médiatique pour un éditorialiste nationaliste d'exclusion avec le très Maurassien Eric Zemmour à l'emballement pour un populiste de gauche, le très chaviste Jean-Luc Mélenchon. Dans les deux cas, il y a rupture avec la République pour l'un, avec l'économie sociale de marché pour l'autre. Cela a occulté la question sociale.

C'est une réalité pourtant aveuglante lorsqu'on analyse les données françaises comme nous venons de le faire.

Au nom du souverainisme et de la question nationale, sous l'impact de la tyrannie identitaire et de l'appartenance, on a refusé de voir la question sociale. Certes, 6,3 % d'immigrés vivent en France. Ils font partie des plus pauvres de notre société. 2,5 millions ont été naturalisés. 103 000 personnes ont déposé un dossier de demande d'asile. Ces chiffres sont significatifs mais ne témoignent pas du grand remplacement. C'est l'inverse. Il y a une résistance dans ces populations à l'intégration car la tendance à « l'occidentalisation » culturelle, voire cultuelle, est gagnante. Mais le statut social de ces populations ne l'est pas. Ce qui facilite la revendication intolérable du séparatisme. Mais les Français adhèrent en majorité à cette hantise du métissage. Ce qui renforce le mal-être de notre pays et donne une base de masse à la xénophobie. Pendant que « les noirs » exigent réparation, « les juifs » font bloc face à l'israélisation des juifs vécue comme un nouvel antisémitisme et certains musulmans veulent vivre une lecture intégriste rigoriste et sectaire du Coran sur le sol de France. Ce sol qui a connu plus que tout autre les Guerres de religions. J'ai pu écrire, il y a 10 ans (le national populisme en Europe) que la guerre de classes avait laissé place à la guerre des races et que l'hypertrophie du fait religieux nous conduisait à la libanisation de la France. Nous y allons tout droit.

## LA DÉSINTÉGRATION SOCIALE ET L'EXPLOSION

La question sociale se manifeste en France par l'insécurité, la précarité, la perte de sens dans l'utilité sociale, ou la croyance en l'avenir. Ceci résulte de plusieurs facteurs : la mondialisation, la révolution numérique, la stagnation éducative, la crise financière de l'Etat providence, la remise en cause libérale de l'Etat social, les effets pervers dans certains cas des aides sociaux (assistanat, désincitation au travail, trappe à pauvreté, infantilisation), enfin, et surtout, la montée des inégalités sociales. Il faut y ajouter l'apparition de nouveaux métiers : la segmentation du marché du travail entre les précaires et les protégés, l'e-commerce, l'ubérisation ou l'intelligence artificielle qui modifient le nombre et la nature des emplois (on parle de prolétariat et une réduction dans 20 ans de 15 à 50 % des emplois les plus automatisables et les moins qualifiés).

Nous assistons donc à une « désintégration sociale » où rien ne s'ordonne mais où toutes les crises se cumulent.

Personne n'a voulu aborder ce que Jérôme Fourquet a caractérisé comme « un basculement anthropologique », c'est-à-dire une fracture générationnelle où les valeurs plus traditionnelles étaient surreprésentées chez les plus anciens. Ceux-ci sont également surreprésentés dans le corps électoral du fait d'une moindre abstention. La frustration dans la jeunesse va donc croissante. La présidentielle est passée à côté de ce constat français. Et la crise politique que nous étudierons dans les prochains chapitres se corrèle à cette question sociale.

L'inflation, d'une part, et les déficits publics, de l'autre, sont une tenaille redoutable.

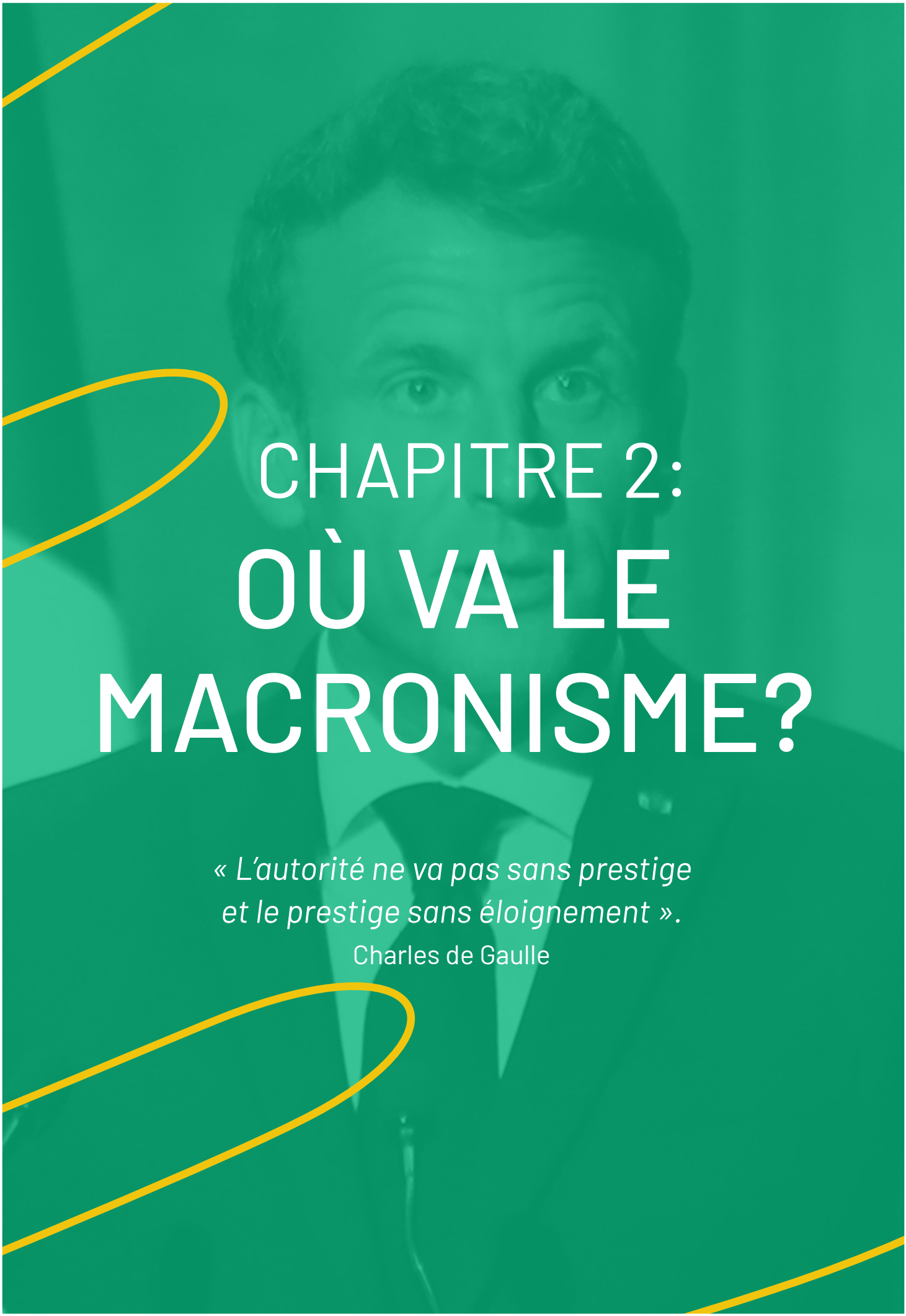
L'Etat va se décharger de ce fardeau sur les collectivités locales. Ces dernières n'auront pas d'autres choix que de trancher dans les dépenses d'investissements ou sociales. Nous allons briser les derniers cerceaux sociaux qui tiennent le tonneau français.

Le cabinet Elabe, qui réalise un baromètre des territoires, estime « que les gilets jaunes ne sont ni atypiques ni spécifiques par rapport au regard qu'une majorité de Français portent aujourd'hui sur notre société, ses injustices et son incapacité à garantir la promesse républicaine d'égalité et d'ascenseur social ». La France est traversée d'indignations réactives facilitées par les réseaux sociaux.

On s'approche du concept de « multitude » forgé par Toni Negri : un prolétariat - précariat élargi - éclaté par l'extension des rapports marchands, doté d'une certaine perspective d'auto-organisation, corollaire de son éloignement des cadres nationaux, partisans ou syndicaux traditionnels.

Tout concourt à la jonction des rejets qui attendent une étincelle pour pouvoir passer à l'acte.

Les profondeurs du pays bouillonnent. **Un nouveau 68 se prépare ou un coup de barre réactionnaire dans l'espoir de tout bousculer. Car le maintien de l'état des choses sans lendemain ne durera pas.**



# CHAPITRE 2:
# OÙ VA LE MACRONISME?

*« L'autorité ne va pas sans prestige*
*et le prestige sans éloignement ».*
Charles de Gaulle

# OÙ VA LE MACRONISME?

**La « révolution » macronienne s'est embourbée et Macron embourgeoisé.**

La « révolution », selon Macron, réside dans une rupture avec le modèle français trop redistributif et un alignement sur le modèle anglo-saxon jugé socialement mieux ciblé, plus efficace, plus respectueux des marchés, des entreprises, des exigences de la concurrence et source d'un ruissellement de la richesse. Il s'agit, ni plus ni moins, que de l'ordre spontané du marché cher à Hayek. Cette thèse a été suggérée par Emmanuelle Mignon à Nicolas Sarkozy. Devant la difficulté à l'imposer dans un pays dont l'État social est l'ADN, l'ancien président décide dans son discours de Grenoble, sous le conseil de Patrick Buisson, d'opérer un virage identitaire qui libère la droite libérale de son ancrage partisan sarkozyste, sans réduire Marine Le Pen.

Cette droite choisit François Hollande. Le président socialiste est, si on regarde de plus près, au nom de la synthèse, le vrai praticien du « en même temps », mêlant la pénibilité sur les retraites, l'augmentation des minima sociaux et la remise en cause des normes dans les accords sociaux. Il instaure surtout une politique de l'offre qui lui a valu les frondeurs et l'impossibilité de se représenter. Car c'est trop peu pour la droite et trop pour la gauche.

Emmanuel Macron en tire une philosophie politique. Il faut imposer une vraie rupture. Il cherche à s'appuyer, non sur la bourgeoisie trop occupée à la gestion de sa rente et à un conservatisme identitaire, ni sur la gauche girondine occupée à l'équilibre social et écologique de la gestion des collectivités locales. Tout en quittant les rivages blairistes et son « nouveau progressisme », il vogue sur les eaux mêlées du centrisme "Bayrouen". Ce cap lui offre la victoire.

Emmanuel Macron fait des gagnants de la dérégulation libérale, favorables à l'adaptation à la mondialisation, sa base sociale. Ce sont les « bolib » bourgeois libéraux : cette aristocratie de décideurs des entreprises et de l'État, sensibles à l'efficacité d'un marché libéré de toutes « les servitudes » de l'État social.

La philosophie du nouveau régime se résume ainsi : « ce qui marche est juste » pour obtenir sa « révolution ». Emmanuel Macron prend l'apparence d'un bonapartiste technocratique. Il veut ainsi enterrer le vieux monde qui lui semble entraver la rupture souhaitée.

Jupiter marche seul devant la pyramide du Louvre guidant la France. Les difficultés de l'exercice, à l'exception de la refondation de la SNCF ou encore celle des prud'hommes facilitant les licenciements, s'accumulent, même avec une majorité absolue à l'Assemblée nationale. Le mouvement des Gilets jaunes marque le coup d'arrêt à ladite « révolution ».

Puis la covid-19 initie un « quoi qu'il en coûte » encodant le retour de l'État protecteur.

Cette stratégie keynésienne devient d'ailleurs, tout à coup, la doxa de toute l'Europe. La guerre de la Russie en Ukraine sera le dernier signe d'un quinquennat entravé. **La « révolution » macronienne n'est pas trahie, elle s'est évanouie. Il suffit, pour s'en convaincre, de constater la destinée de la très contestable réforme des retraites.**

Et Jupiter tombe de l'Olympe. Il tente, sans succès, de se faire l'ami du peuple. Il perd autorité et prestige. On craint le pire. La Présidentielle s'annonce mal. On le donne dominé au premier tour par Marine le Pen. Il espère Zemmour ou Mélenchon. La députée du Pas-de-Calais revient du diable Vauvert.

Pour se faire réélire, Macron décide donc une campagne tardive et une OPA sur la droite française. Il doit son exploit d'être réélu à une martingale du vote utile pour le moins providentielle.

L'échec de la primaire populaire de la gauche débouche sur l'improbable inclinaison pour Jean-Luc Mélenchon. Ce dernier, pourtant le plus acharné contre l'union quelle qu'elle soit, reçoit le soutien de ses animateurs.

Ce fut le battement de l'aile de papillon qui enclenche les votes utiles. Il déplace quelques points dans les sondages pour Mélenchon et crédibilise le vote utile dans une gauche qui se voit disparaître devant le nouveau clivage français : nationalistes contre libéraux.

La montée de Mélenchon provoque un réflexe similaire dans l'électorat de l'extrême-droite en dynamique. Marion Maréchal l'avait prophétisé « à la fin il y aura un vote utile pour l'un des deux ». C'est Marine le Pen qui commence son ascension au détriment d'Éric Zemmour. Et cette montée déclenche dans la droite classique un vote utile contre les populistes. Ce qui achève de réduire le vote pour Valérie Pécresse qui finit sous les 5%.

Le second tour n'est pas un triomphe. L'abstentionnisme, le vote blanc et la progression de Marine le Pen démontre que le pays n'adhère pas.

Adhérer à quoi en fait ? Ni à la continuité d'un quinquennat entravé, ni au renouveau d'un projet gaullo-Mitterrandien, en tout cas keynésien esquissé dans la crise du covid-19, ni à un projet purement à droite.

Bref, un flou sans vraiment de loup, pendant que le pays est dans le rejet par une série de détestations successives.

La Présidentielle n'est pas un débat mais une absence de contrat entre le président et la nation.

Un président, certes légitime, mais sans mandat clair du peuple.

On peine à voir le cap du président réélu.

Si le premier quinquennat Macron avait un objectif, le second en est dépourvu. Le président qui confond modernisation et libéralisme semble perplexe sur l'avenir de la nation.

Non qu'il redoute les résultats des législatives car elles sont pour lui acquises. Mais que faire de ce deuxième quinquennat dans une France à ce point rétive et divisée ?

Il n'a pu jusqu'à présent rassembler les Français ni libéraliser le pays. Il a décomposé le politique, les cadres intermédiaires, les partis hier structurants, le bipartisme.

Il a libéré les populismes du carcan du bipartisme qui les contenait. Et pour couronner le tout, à peine réélu, on spécule déjà sur qui va le remplacer dans 5 ans.

L'endettement, l'inflation, le ralentissement de la croissance (le FMI table sur une croissance faible de 2,9 % et l'indice de confiance des ménages s'effondre) le grand vieillissement, le défi climatique, la réforme de l'Etat, la transition numérique, la panne européenne dans le monde tenté par les régimes autoritaires, la guerre en Europe sans les moyens de la conjurer, ouvrant un nouveau cours dans le monde où l'Occident est sur le reculoir, sans oublier l'horreur sanitaire, les variants du covid-19 ou la variole du singe.

Les défis ne manquent pas. Chacun d'entre eux coûterait la vie à un gouvernement.

Alors ? Un gouvernement d'union nationale ou un gouvernement clairement à droite ?

Macron choisit, après moult hésitations, un gouvernement resserré sur la Macronie. Ce « choix de Macron » se retourne contre le président. Un Français sur deux refuse de voter aux législatives et le parti du président n'obtient qu'une majorité relative.

**Le président est réduit. Au premier tour de la présidentielle, le marconisme tient sur une tête d'épingle.**

**Ce qui s'apparente à une dépression démocratique débouche sur une crise politique. Et paradoxalement donne au président un objet à son quinquennat : rétablir le fait présidentiel.**

La Vème République a une certaine plasticité institutionnelle. En cas de majorité parlementaire opposée à la majorité présidentielle, il existe la cohabitation. Il y en a de toutes sortes. Mais en juin 2022, il n'y a ni majorité présidentielle, ni majorité parlementaire.

Pire ! Le parti d'extrême-droite est devenu le premier parti parlementaire d'opposition.

Le président aurait pu choisir la cohabitation de droite ou de gauche, tenant le gouvernement par sa majorité relative. Mais il choisit l'affrontement avec le parlement car cette stratégie retient, dans un premier temps, toutes les ambitions dans son camp.

Il tient son rôle. Il le surjoue, toujours un peu plus, mais il aime cette nouvelle mouture du « moi ou le chaos ». Il veut être le bouclier de la France face aux menaces populistes.

Il peut, ainsi, et, en plus, enfermer la droite classique et la gauche responsable dans un grand corps central qui ne dépend que de lui : "vous êtes avec eux ou avec moi".

Il fait le pari de la surenchère parlementaire et de la compétition entre les partis pour s'imposer à nouveau au pays dans une dissolution ou en allant au bout de son mandat dans cette tension.

Et pour faire avancer les dossiers brûlants, voire avancer à pas de tortue sur la dérégulation, il suffit de s'appuyer sur le Sénat qui rêve de jouer les premiers rôles. La majorité LR au Sénat coince la minorité LR à l'Assemblée nationale.

Il y aura des soubresauts, des conflits, des crises, beaucoup d'entre-soi parlementaire, des textes dénaturés par des amendements votés par le RN ou la NUPES, et même, vraisemblablement, une dissolution, si les conditions d'une majorité Présidentielle sont réunies avec le risque (tout le monde en est conscient) d'une victoire possible de l'extrême-droite.

La décomposition politique continue. La presse va s'en donner à cœur joie. Et le pays se déconstruit, lentement, comme nous l'avons vu au chapitre précédent publié la semaine dernière "Où va la France ?".

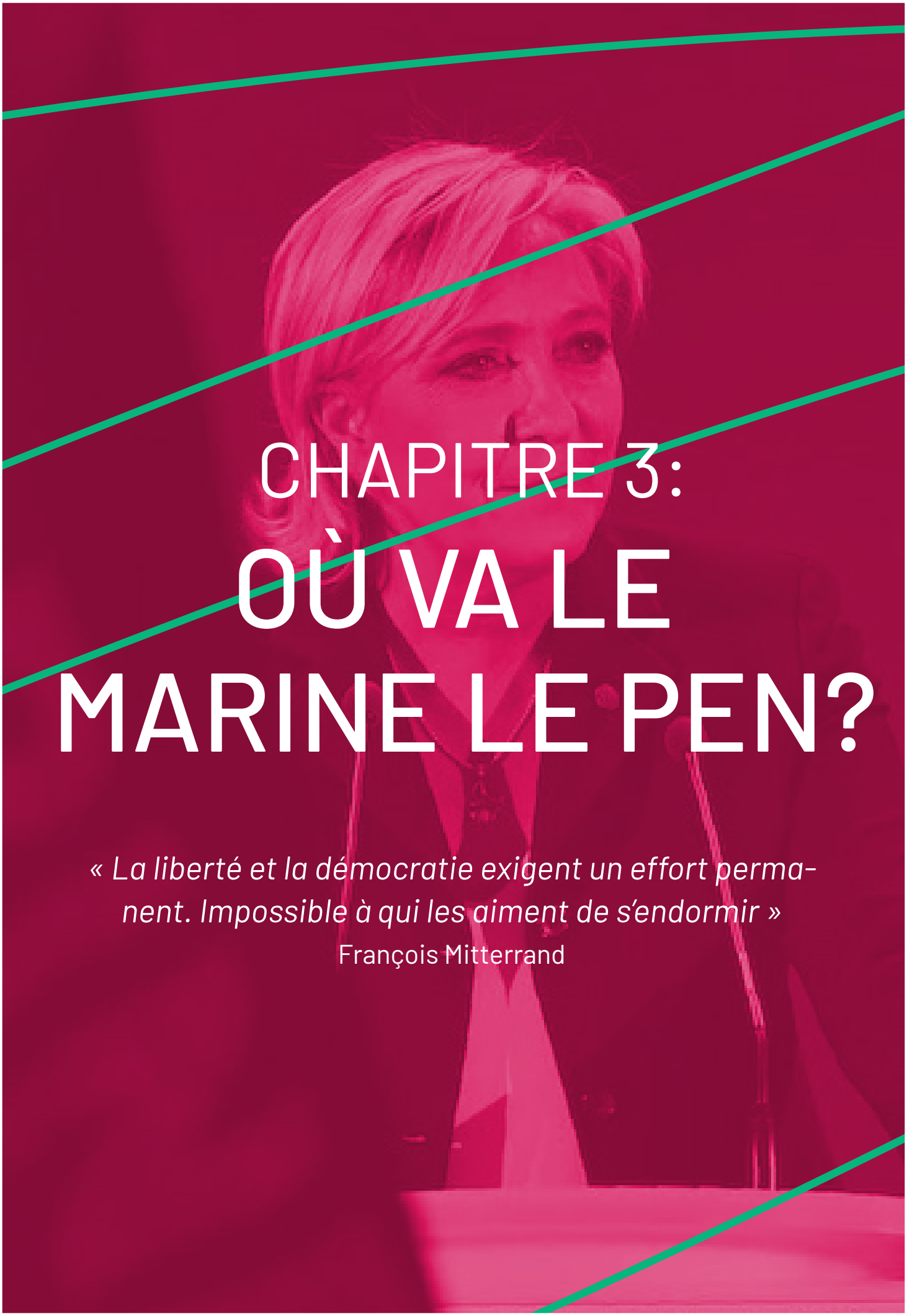
**Macron veut se rétablir et Marine le Pen s'imposer. Chacun va utiliser la confrontation de légitimité entre le législatif et l'exécutif.**

Quant à la gauche, elle ne se donne pas les moyens de briser ce face à face. Nous y reviendrons...

La vie politique française se réduit à ce conflit et résume l'objet du deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron. Si ce dernier n'est pas mécontent de jouir des prérogatives du président monarque, la « révolution » macronienne s'est enlisée et le "prince" président s'est embourgeoisé en son palais, pendant que le parlement s'adonne aux délices de la tactique parlementaire.

A cette étape, personne ne peut s'imposer à l'autre. Il y a une forme de « pat », comme on dit aux échecs.

Un événement extérieur va devoir tout dénouer. Encore l'aile de papillon ?



# CHAPITRE 3:
# OÙ VA LE MARINE LE PEN?

*« La liberté et la démocratie exigent un effort permanent. Impossible à qui les aiment de s'endormir »*

François Mitterrand

# OÙ VA MARINE LE PEN?

**L'extrême-droite lepéniste est aux portes du pouvoir. 41,46 % au deuxième tour de la Présidentielle, progressant de 2,7 millions de voix par rapport à 2017, en tête dans 110 circonscriptions contre 20 en 2017, 89 députés élu.e.s.** La force de l'extrême-droite est indéniablement forte dans un espace politique émollient et émietté.

Sans Éric Zemmour au premier tour de la Présidentielle et aux législatives, l'addition aurait été plus lourde.

Le plafond de verre, le scrutin uninominal à deux tours, le front républicain cèdent devant la stratégie « mémère » de Marine le Pen. Ce qui veut dire : la banalisation est portée à son terme. Madame le Pen aime les chats, vit en colocation avec une copine, tolère l'homosexualité, ne revient pas sur le mariage pour tous, n'est plus dans le bruit et la fureur etc.

Zemmour, par sa virulence, a rendu crédible ce national-populisme en chaussons, dont seul persiste un nationalisme d'exclusion. Ce qui est pour l'extrême-droite l'essentiel.

Nous avions en 2020 pronostiqué sa victoire. Nous nous sommes heureusement trompés. Mais nous n'avions pas tort sur sa dynamique.

Alain de Benoist, le « pape » de l'extrême-droite française, influencé par Ernst Jünger, le courant de la révolution conservatrice allemande, voire Karl Jaspers, pronostique dans les années 70 la possible arrivée au pouvoir de la nouvelle droite (extrême-droite), le jour où elle sera hégémonique sur les « 3i », immigration, insécurité, identité. C'est aujourd'hui chose faite.

Sous l'impact du libéralisme inégalitaire de la mondialisation libérale, de la remise en cause de la domination unilatérale de l'Occident depuis le XIVe siècle, des flux migratoires, de la question démographique, de la réislamisation des populations arabes sunnites ou chiites, de la montée d'un Islam rigoriste et du terrorisme en son nom, de la perte de confiance dans la démocratie, une vague nationale populiste déferle sur toutes les démocraties occidentales.

**En France, une majorité de Français partage la hantise du métissage et de l'hybridation.**

**Dans toute l'Europe, cette xénophobie travaille les sociétés.**

Giorga Meloni, présidente des Frères d'Italie (FdI), parti néo-fasciste italien, est donnée gagnante aux prochaines élections. Elle adhère au Mouvement social italien (MSI) d'après-guerre, qui est un parti fondé par les nostalgiques de Mussolini. Elle devient, plus tard, ministre de Berlusconi. Elle déclare, avec force, sa conviction pour la préférence nationale, la lutte contre l'immigration et l'islamisation. Ce thème a été celui de Viktor Orban le 23 juillet 2022 lors de la convention des Républicains américains au Texas où il se prononce « contre la société multi-ethnique (…).

« Nous ne voulons pas être une race mixte » en avouant son combat contre ceux qui veulent séparer la civilisation occidentale de ses racines chrétiennes.

« La tyrannie identitaire », pour paraphraser Éric Dupin, est devenue majoritaire. La peur du "grand remplacement" et de la dissolution de notre identité dans l'Islam fusionne avec la montée du complotisme, de l'hétérophobie, ouvrant les vannes du racisme anti-arabe et d'une résurgence d'un antisémitisme de réseaux sociaux.

Orban, dont on connaît les rapports « compréhensifs » avec Poutine au nom d'une lutte commune contre « un monde Occidental avachi », en appelle à une union internationale.

Ce n'est pas un hasard si ce sont les banques hongroises qui ont prêté de l'argent à la campagne de Marine le Pen.

L'époque n'est pas donc pas réjouissante. Il n'est pas encore minuit dans le siècle. Mais on s'en approche.

Évidemment, le spectre des Salazar, Franco, Mussolini, Degrelle, Metaxás ou du hongrois Scalasi, les fascistes antisémites de l'entre-deux-guerres nous traverse l'esprit.

Mais l'extrême-droite a muté. L'extrême-droite a repensé l'extrême-droite. Si le nationalisme d'exclusion est toujours là, ce ne sont plus les juifs qui en sont la cible. L'antisémitisme est caché, même si dans le sillage de cette extrême-droite, celui-ci est toujours présent. C'est l'Islam et les musulmans qui sont aujourd'hui la cible. Et comme une aile intégriste du monde Musulman est en guerre contre l'Occident remettant en cause leur lecture du Coran, la volonté d'exclusion des uns nourrit le séparatisme des autres.

Telle est la dialectique de la situation politique.

Ce nationalisme prend la figure d'un souverainisme, voire porte un discours ultra-patriotique. Ce n'est pas nouveau dans l'Histoire. C'est toujours, au nom de la Nation, que l'on combat « ceux qui dissolvent l'identité nationale ».

On a l'habitude d'expliquer la montée du fascisme par la crise de 29. Ce qui est vrai. Aujourd'hui, ce sont les ravages de la mondialisation et des délocalisations qui, dans des régions désindustrialisées, jettent les électeurs dans les bras du RN.

En 29, c'étaient les files d'attentes des chômeurs, les soupes populaires, les emplois sous-payés. Aujourd'hui, il s'agit des Assedic, du RSA, des restaurants du cœur et du précariat. Deux formes pour un même sentiment : le déclassement.

Il suffit de voir ce qui se passe dans le bassin minier du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'ex-Est sidérurgique français.

La violence dans l'entre-deux-guerres est dans la rue. Elle est, aujourd'hui, sur les réseaux sociaux. Les ratonnades sont maintenant médiatisées.

C'est dans ces régions que se situe la base de Marine le Pen et sa solidité. Il s'agit bien d'un alliage entre le populisme dans des régions, hier communistes, et un nationalisme présenté comme un

souverainisme vis-à-vis de Bruxelles, et contre des élites urbaines cosmopolites progressistes subordonnées à l'Europe. L'immigration, les insécurités sont la clé de tout.

Le vote est protestataire mais il devient identitaire. Il se diffuse maintenant dans tout le pays. Les récentes élections ont été marquées par la « nationalisation » du vote le Pen mais aussi - fait nouveau - sa permanence entre la Présidentielle et les Législatives.

Il y a maintenant un fait électoral d'extrême-droite qui s'est enkysté et qui se diffuse. Et c'est le dernier courant « historique » enraciné, malheureusement, dans notre histoire à être « en mouvement ».

La décomposition politique et du politique lui facilite la tâche. L'effondrement des gaullistes à droite qui contenait en partie l'extrême-droite, l'affaissement du Parti socialiste à gauche qui contenait la débâcle communiste libèrent des forces protestataires qui se sont enrôlées sous la bannière des populistes.

S'il y a une différence avec l'entre-deux-guerres, il existe, tout autant, une différence entre le Rassemblement national et le Front national. Jean-Marie le Pen, Pierre Bousquet, François Duprat, Roger Holeindre, Alain Robert, François Brigneau ou le collaborationniste Victor Barthélémy, lorsqu'ils fondent le Front national, sont à contre-courant. La France est gaulliste ou de gauche. Aujourd'hui, le Rassemblement national est dans le courant. La France est idéologiquement partagée entre les nationalistes et les libéraux. La bataille culturelle a été gagnée par ces deux idéologies. C'est, au passage, la raison pour laquelle la gauche ne se voit que dans la résistance ou l'adaptation à ce duopole. Nous y reviendrons.

**L'extrême-droite française ne se pose plus la question de son existence mais celle du pouvoir.**

Et c'est ce qui fut à l'origine des déboires de Marine le Pen puis de son succès.

Les sondeurs, alliés aux chaînes d'infos, ont gagné la bataille et ont fait des journalistes leurs auxiliaires. Le débat politique se réduit et s'organise autour des sondages et leur 3% de marge d'erreur.

Lors des élections régionales, les sondeurs donnent le Rassemblement national gagnant dans 3, voire 4 régions. Il n'en est rien. Le Rassemblement national recule.

Et c'est ici que surgit Éric Zemmour. L'électorat de l'extrême-droite se sent, se sait majoritaire. Mais il doute de la capacité de Marine le Pen de l'emporter. Éric Zemmour lui présente alors l'image d'un Savonarole du nationalisme. Ce retour aux premières heures du lepénisme, voire aux dernières du Pétainisme, fait le buzz. Notre Bainville des temps modernes passe en revue les grands classiques de l'extrême-droite. Il emprunte à Barres « le culte du moi contre les barbares ». Il revisite les 3 volumes de « l'énergie nationale » de ce dernier et n'est pas loin de faire sienne cette sentence de Maurras « le parti de Dreyfus mériterait qu'on les fusille tout entier comme insurgés ». Le pamphlétaire fait recette dans les médias pour les médias. Il donne l'espoir à une partie de l'extrême-droite d'une dynamique gagnante. Cette radicalité, pour être repérée, voire espérée, a un prix : le rejet du plus grand nombre. J'avais pronostiqué, au plus fort de la zemourmania, dans le Point : « il est plus facile de rassembler un audimat qu'un électorat ».

De fait, les sondages flatteurs du premier tour de la Présidentielle se heurtent au mur du second tour. Alors que ceux de Marine le Pen sont bons, voire excellents, puisqu'on la donne dans un mouchoir avec Macron.

L'électorat décide donc de voter Marine le Pen pour tenter de l'emporter au second tour. Zemmour est coincé. Se maintenir, c'est faire obstacle à la victoire possible de l'extrême-droite. Se retirer, c'est faire obstacle à l'histoire de Zemmour. C'est la chute.

Il est inscrit, avec un tel score à la Présidentielle et les conditions dans lesquelles Emmanuel Macron est élu, que le RN sera haut aux législatives.

Mais on pronostique la victoire de la NUPES, sans trop y croire.

Le résultat étonne avec l'absence de majorité absolue et un groupe parlementaire conséquent pour l'extrême-droite. C'est pourtant la nouvelle donne.

Dans une situation de désagrégation, de crises, partout, **Marine le Pen joue le facteur d'ordre. Cela sera son nouveau passeport : « Ils sont le désordre. Je suis l'ordre ».**

Voilà le dernier acte : après la banalisation, c'est l'institutionnalisation. Marine le Pen, présidente du groupe parlementaire, délaisse son parti à Bardella qui incarne sa ligne et ne cherche pas à incarner le RN. Il s'agit de le parlementariser. Il s'agit de crédibiliser une extrême-droite de gouvernement pour gagner en cas de dissolution, pour être la solution dans la fin du Macronisme. Mais maintenant les conditions sont réunies.

L'extrême-droite n'a pas changé de nature mais de posture pour gagner.

# CHAPITRE 4:
# OÙ VA LA DROITE?

*« Il y a des gens qui se croient le talent de gouverner par la seule raison qu'ils gouvernent »*

Napoléon

# OÙ VA LA DROITE?

**En perdant Charles de Gaulle et Raymond Aron, la droite a perdu son étoile et sa boussole, dans un monde qui n'a plus l'anticommunisme pour constituer l'alliage d'airain de la droite.**

Déjà la victoire de Valéry Giscard d'Estaing sur Jacques Chaban-Delmas, avec l'aide active de Jacques Chirac, puis le soutien souterrain du même Chirac contre VGE au profit de François Mitterrand, affaiblit considérablement l'unicité gaulliste.

Quant au dernier piège de François Mitterrand contre le gaullisme, il est mortel. Il donne vue et sens à la cohabitation. Il retire à la droite sa dimension gaullo-bonapartiste. Il fait du RPR un parti comme les autres. Mitterrand a toujours dit que la Gauche est minoritaire en France et qu'elle n'accède au pouvoir que lorsque la droite est divisée. Il s'en fournit donc par la cohabitation les moyens. Dans ces conditions, les gaullistes ne peuvent plus être le parti de toutes les droites, subordonnée à l'impérieuse nécessité d'incarner la nation et les institutions. Chaque « courant » va bientôt reprendre ses billes.

La grande stagnation chiraquienne pendant 12 ans ne provoque aucune refondation. La droite gouverne et administre les choses. Elle commence à se fondre en 3 tronçons : l'extrême-droite qui prend son envol sous le regard bienveillant des gaullistes après 1983 ; la droite souveraino-bonapartiste atteint son apogée sur la question européenne avec la triplette Pasqua, Seguin, De Villiers ; la droite libérale, d'abord autour de Madelin-Léotard puis vite rejoint par Balladur et enfin Juppé.

L'accélération du démembrement du parti gaulliste est en marche.

Le quinquennat de Nicolas Sarkozy résume, à lui seul, l'équation insoluble de la droite. Il débute par une voie libérale dé-régulatrice, pratiquant l'ouverture à gauche, au détriment de ses amis. Nicolas Sarkozy termine son mandat en « nationaliste sécuritaire », obsédé par l'identité. Il provoque un rejet des centristes, particulièrement François Bayrou, déjà hostile au parti unique de la droite censé précisément surmonter les contradictions.

Mais il n'y a toujours pas de redéfinition. Si ce n'est « savoir gouverner ».

Et l'arrivée à la présidence de la République d'Emmanuel Macron ne simplifie pas le problème. Le **RPR-UMP-les Républicains et ses électeurs sont dans la tenaille.**

**Le parti d'extrême-droite, le RN, est plus crédible dans le nationalisme xénophobe et le macronisme plus crédible dans le libéralisme.**

La droite classique, les Républicains sont sur la faille, sur la ligne de démarcation, du nouveau clivage politique entre les nationalistes et les libéraux. Chaque fois suiviste ou dans la surenchère mais jamais producteur de sens. L'épisode actuel de la fin des 35h dans l'artisanat via Retailleau en est la manifestation.

La droite n'est plus actrice mais mouche du coche nationaliste ou libérale.
Si le parti reste une force locale indéniable, la première en fait, cela est dû au retard du RN en ce domaine et à l'incapacité des macronistes de s'implanter.
Les Républicains sont donc un parti de notables sans offre politique spécifique nationale.
La primaire de la droite en 2017 permet d'esquisser une réponse à cette question avec l'offre de Fillon qui règle, l'espace d'un moment, le fameux conflit incarné à cet instant par Sarkozy et Juppé. La ligne Fillon « ultra », « ultra libérale », « ultra-nationale » donne un semblant de cohérence. « L'affaire Fillon » ruinera l'aventure. Mais toujours pas de redéfinition sur le thème : Qu'est-ce qu'être de droite, dans la fin du communisme et le règne de la mondialisation ?
En 2022, nous sommes dans la caricature. Le clivage resurgit avec force. Le score de Ciotti sur une ligne compatible avec Zemmour contraint Valérie Pécresse, dont on parle pour être 1er ministre de Macron, à se coller au député de « la Côte d'Azur ». Mais cette ligne est déjà encombrée par le Pen, Zemmour, Dupont-Aignan.
Valérie Pécresse candidate à la Présidentielle ne peut tracer une voie originale, coincée entre la primaire, le Pen, Zemmour jusqu'à l'extrême-droite et la course d'attente d'Emmanuel Macron qui finit par préempter le libéralisme. Même si le score d'Emmanuel Macron est le produit du vote utile pour Macron.
Les moins de 5 % à la Présidentielle marque la désagrégation de cette famille politique. Elle est devenue une variable d'ajustement d'un macronisme recentré à droite.
Elle ne peut ni revendiquer une coalition avec Macron d'une part, comme le fait seul Jean François Copé – une sorte de double cohabitation du premier ministre Républicain avec Macron – et de l'autre, une sorte de cohabitation avec la majorité relative de Macron. Cette ligne n'est pas praticable car le Rassemblement national, lui, souffle sur la nuque. Les républicains ne peuvent non plus faire bloc avec le Rassemblement national car la 2ème droite de Macron est là avec un redoutable candidat de droite hors les murs à la présidentielle : Édouard Philippe.
Macron, tout à sa volonté de réimposer la primauté de l'exécutif, pousse le parlement à la faute et la droite à l'opposition.
Le refus de la session extraordinaire en septembre décidée par l'Élysée et la reprise de la session le jour de la clôture des candidats au congrès de LR exigent donc pour ces derniers la distinction plutôt que la coalition.
Les candidats à la succession de Christian Jacob, pape de la transition sans transition, sont fort nombreux : Bruno Retailleau, Rachida Dati, David Lisnard, Michel Barnier, Aurélien Pradié, Anne Genward, Éric Ciotti et le dernier en date FX Bellamy.
Celui-ci confie sur France Info le 19 juillet « je pense que la démocratie française a besoin d'une formation politique de droite qui assume ses idées et sa ligne ».
« Voilà pourquoi ma fille est muette » aurait dit Molière mais là, la maladie de la droite n'est pas imaginaire.

On pense à cette formule de Stefan Szweig « la raison et la politique suivent rarement le même chemin ».

Ceci d'autant qu'Eric Ciotti annonce quelques jours plus tard dans le JDD du 23 juillet « la droite doit rompre son lien de dépendance avec Nicolas Sarkozy ».

L'ancien président est en effet bien encombrant, non en raison de ses multiples affaires qui iront bien un jour mais par sa volonté de voir sa famille politique être dans le soutien sans participation à Macron. Il a en tête, tout à la fois, la fin de ses ennuis mais son possible rebond dans une crise nationale ou une succession de Macron.

Il fait partie des « fantômes de la droite » qui la hantent et l'empêche de se refonder.

Et là aussi, ils sont fort nombreux : Laurent Wauquier en réserve des Républicains ; Xavier Bertrand qui va fonder son propre parti à St Quentin le samedi 1er octobre « Nous France » ; Jean-Pierre Raffarin qui réussit à encourager Valérie Pécresse et soutenir Macron ; Ou encore Gérard Larcher, président du Sénat, qui veut une vraie cohabitation où la droite sénatoriale est moteur. Il contraint ainsi les parlementaires LR a l'Assemblée de suivre cette forme originale de bon office qui ne dit pas son nom.

Il ne faut pas oublier Mr Castex. Il est mieux sorti de Matignon qu'il n'y ait rentré. Il cherche à être populaire loin des élites. Et ce n'est sûrement pas pour refaire constamment ses portes et ses fenêtres.

C'est le trop-plein aurait dit le président Charles de Gaulle.

Le parti gaulliste, un homme, un destin, une ligne n'est plus. La conjoncture française est bonapartiste sans Bonaparte.

La proposition de Zemmour/Marion Maréchal de l'union des droites se heurte à cet état. L'accepter pour les Républicains c'est disparaître. Le refuser c'est refuser de renaître d'autant que l'électorat de droite n'a plus de frontières et que le tropisme nationaliste majoritaire à droite est porté par le RN : redoutable conjoncture pour la droite à la recherche du temps perdu.

Jusqu'à son congrès en décembre, les Républicains sont dans la tactique et la surenchère, sans pouvoir passer à l'acte. Car ils sont les moins bien placés pour une dissolution. Et le président a l'arme du 49.3 budgétaire pour passer ce cap.

Si l'explosion sociale surgit, le « parti » sera coincé entre le besoin d'ordre, porté par Marine le Pen et l'ordre institutionnel porté par le président. Voilà qui est ennuyeux pour le parti de l'ordre ou alors il faut se saborder dans « une coalition de l'ordre ». Pas certain que la droite ait cette bonté d'âme.

La droite est plus taraudée par la recherche du chef que d'une offre spécifique. Et donc les sondages sont plus importants que les débats parlementaires.

A cette étape, même abâtardi, c'est Macron qui occupe la case.

**Le conflit entre le parti des « prétendants » des « fantômes » rend la recherche « compliquée » tant qu'une offre politique nouvelle ne sera pas définie. La droite française, dans un pays pourtant à plus de 70 % à droite, est condamnée à regarder passer les trains et se voir imposer la grande recomposition : derrière Edouard Philippe ? ou Marine le Pen ?**

Dans les 2 cas, il s'agit d'un crève-cœur pour les petits enfants du Général de Gaulle.

# CHAPITRE 5:
# OÙ VA LA GAUCHE?

*« Il faut admettre qu'aujourd'hui le conformisme est à gauche. Certes, la droite n'est pas brillante mais la Gauche est en pleine décadence, prisonnière des mots, prisonnière de son vocabulaire (...), sans cesse désemparée face à la vérité »*

Albert Camus

# OÙ VA LA GAUCHE?

La NUPES est morte ! Vive la nouvelle alliance.
Pourquoi ?

## 1) « D'abord les raisons viennent de loin ».

La Nupes est une construction électoraliste aléatoire, mort-née, ayant échoué à gagner les élections législatives de 2022.
Mais les raisons viennent de plus loin.
La gauche française ne s'est jamais vraiment remise de 2002. Elle doit ses succès de l'après 2002 aux remords de l'abstentionnisme de gauche de ce 21 avril et au rejet de la division qui a conduit à ce désastre. Mais dès 2002 le cycle d'Épinay, ouvert par Mitterrand, est terminé. Le reste est du sursis.
La Gauche se tire une balle dans le pied stratégique en inversant en 2001 le calendrier entre présidentielle et législatives. Elle oblige chaque famille de gauche à exister à la présidentielle et impose ainsi une division structurelle.
Enfin, elle est en panne d'objet, n'ayant pas reconstruit un programme fondamental capable de fixer un cap, de produire une union crédible, une espérance propulsive pour rassembler le pays.
La gauche française est donc frappée du risque « d'insignifiance », comme disent les éditorialistes espagnols à son sujet, c'est-à-dire sans capacité de peser électoralement, politiquement, idéologiquement, voire moralement, sur les événements.
**Faute de s'être redéfinie, elle se réfugie dans une « gauche d'interpellation ». Faute de s'être réellement unie, elle voit son salut dans le lâche soulagement d'une union de subordination à Mélenchon.**
Pourtant, les raisons d'être de gauche ne cessent de croître.
Pourtant, l'énergie, le dévouement, l'envie sont toujours présents dans le peuple de gauche. Ils se retrouvent souvent dans le mouvement associatif et parfois syndical.
Mélenchon ? Il est la meilleure et la pire des choses pour la gauche.
La meilleure, car son populisme chatoyant est le cache-misère de la gauche.
Le pire, car il l'enferme dans l'interpellation tonitruante, tournant le dos à la définition d'une « gauche de transformation ».
La gauche ne reviendra que lorsqu'elle aura répondu aux 3 « S » : la sécurité sociale principalement contre le précariat ; la sécurité républicaine via une République impartiale ; la sécurité écologique, une affaire de tous pour tous.
Ce sont les 3 piliers d'une société décente. Oui il n'y a pas de gauche qui vaille sans une vision de la société.

Mais en attendant, comment en sommes-nous arrivés là ?

## 2) « Ensuite, la gauche fut frappée du stress post-présidentiel ».

Olivier Faure s'explique dans le Figaro : « Mélenchon est en situation de rassembler la gauche (...). Si nous en sommes là, ce n'est pas sans lien avec le résultat de la présidentielle ».
Voilà tout est dit ! Et Anne Hidalgo appréciera.
Reprenons : la Gauche réformiste, responsable, dite de Gouvernement, s'est effondrée lors de la présidentielle de 2017. Elle est portée, à ce moment, par une alliance PS - Écolo qui veut rompre avec la gauche de Gouvernement. Elle scie donc la branche sur laquelle elle est assise. Elle va jusqu'à parler non d'inventaire du quinquennat Hollande mais de trahison. Elle est applaudie par la gauche radicale et décrétée qu'elle est ainsi de retour dans la gauche.
Le départ des pro-macronistes, au nom de la seule efficacité électorale et du rejet des frondeurs, entraîne la fuite de la gauche du PS au nom du rejet du social-libéralisme et de sa gauche de gouvernement.
C'est la désagrégation, la dislocation, le démembrement.
Après Valls, Le Drian, Dussopt, Castaner, Ferrand, Brigitte Bourguignon et des centaines d'autres dont certains deviennent députés macronistes, Jean-Pierre Chevènement rejoint Macron et François Rebsamen avec une trentaine de maires en fait autant.
Cela fait beaucoup !
A l'autre bout, les uns (Hamon) se fondent dans la gauche écologiste ou abandonnent ; les autres (Marie-Noël Lienmann, Emmanuel Maurel) vont chez Mélenchon puis s'en détachent pour créer une Fédération Républicaine au moment où ce dernier triomphe ; Baumel et Guedj rejoignent la majorité du PS et l'entraînent vers la gauche de la gauche comme rédemption des années Hollande ; les derniers (Christian Paul) vont conseiller Taubira et la primaire populaire mais sans succès.
Le total est déjà vertigineux. Mais les plus nombreux rejoignent leur canapé et se désespèrent en silence.
Le PS passe de 80 000 cotisants à 20 000 et de 55 000 votants à 10 000 à peine.
C'est sans appel !
Le PS n'a plus de colonne vertébrale ni de force vitale. C'est le retour à la SFIO. Une implantation incomparable dans les collectivités locales combinée à un opportunisme électoral : un corps sans muscles et sans tête qui cherche des béquilles pour avancer.
Il suffit de suivre les zigzags du Parti socialiste en 5 ans.
Entre bienveillance de certains avec Macron en 2017 lors des législatives, puis dans le « ni Mélenchon ni Macron », ensuite refondateurs lors du congrès du PS à Aubervilliers, et derrière Glucksman et le groupuscule Place publique aux Européennes, chantant l'union aux municipales derrière les écologistes, prêt à s'effacer derrière l'écologiste Jadot lors la préparation de la présidentielle,

mais au « cœur » de la gauche aux régionales et totalement Anne Hidalgo pour la présidentielle et retrouvent, à cet instant, l'hégémonisme socialiste violemment anti-Mélenchon. Ce PS cajole Montebourg qui s'est égaré, espère Taubira qui s'est annoncée, pour, enfin, se ranger sans autre forme de procès derrière Jean-Luc Mélenchon.

C'est donc un PS sans « carte et territoire » politique. Il oscille au gré du vent. Une feuille qui virevolte mais se déclare arbre de l'union.

Le résultat de la présidentielle provoque donc une panique existentielle : « tout, plutôt que s'identifier ». Ce sera la Nupes.

Dans le même temps, les écologistes (eux-mêmes frappés par la débâcle de 2017 ; faute de résultats dans les sondages, ils se rallient à Hamon et sombrent avec lui), sont pris dans des forces centripètes. D'un côté, une moisson « institutionnelle » grâce à l'union avec le PS aux municipales et la prise de grandes mairies sur la droite et aux Macronistes (Lyon, Bordeaux, Strasbourg…) etc.

De l'autre, une extrême gauchisation de l'écologie, sous l'impact de l'urgence écologique. Son point d'orgue est le score de 49 % de Sandrine Rousseau lors de la primaire écologiste.

Cette schizophrénie stratégique entrave d'emblée la ligne centre-gauche de Jadot. Elle le contraint, à chaque instant, à faire des concessions à la décroissance, à la déconstruction ou à l'écoféminisme, au wokisme de Rousseau. Elle finit par être exclue de la direction de campagne après que Matthieu Orphelin, chantre de « l'écologie réaliste », a été poussé vers la sortie pour sa proximité avec Nicolas Hulot, emporté par un scandale sexuel.

Le score de Jadot, bien loin des européennes ou même des régionales, tétanise les écolos qui foncent tête baissée dans le piège mélenchoniste.

On ne les reverra plus. La figure dominante et médiatique de l'écologie politique devient Sandrine Rousseau.

Enfin, le Parti communiste ou la Gauche communiste identitaire prend le pouvoir suite à 2017. Fabien Roussel, digne successeur de la ligne Bocquet - son mentor - contre Robert Hue, bat Pierre Laurent, le secrétaire national sortant. Ce dernier incarne aux yeux des militants, tout à la fois, une orientation trop unitaire vis-à-vis du PS à l'Assemblée nationale mais surtout une subordination à Mélenchon pour lequel l'ancienne patronne du PC, Marie-George Buffet, milite. Ségolène Royal en fera de même. On ne l'attendait pas là.

Après de nombreuses déconvenues électorales : Européennes, Municipales, Cantonales, c'est le « coup froid du Nord ». Lors des Régionales, Mélenchon ruine la candidature unique de la gauche derrière le patron des communistes en se ralliant d'emblée aux écologistes. Mélenchon contraint ainsi Roussel à accepter le leadership écologiste. Le patron des communistes perd ainsi une visibilité qu'il cherche. Ce que Mélenchon, dans la perspective de la présidentielle, a bien compris. Le député du Nord ne l'oubliera plus dans ses prières laïques.

Fabien Roussel et le PCF sont à la recherche d'une identité sur les ruines du communisme. Ils construisent pour la Présidentielle une offre « communiste gauloise », lointain souvenir du « manifeste de Champigny » en 68 cher à Georges Marchais. Et ceci en rupture avec le communisme « urbain » qui avait suscité un moment d'intérêt aux européennes. Le PCF espère ainsi profiter du logiciel d'un Printemps Républicain rallié avec Manuel Valls à Emmanuel Macron. Succès médiatique et sondagier instantané réduit à néant par le vote utile pour Jean-Luc Mélenchon.

Le réflexe d'appareils « sauver le groupe communiste » contraint le parti de la place du Colonel Fabien à accepter, à contrecœur et en traînant les pieds, l'accord Nupes. Le PC se transforme en poil à gratter de la France insoumise.

Les Radicaux eux ont, un temps, rejoint les frères ennemis valoisiens dans le soutien à Macron puis ont quitté ce dernier, se tenant sur l'Aventin de la gauche. Le vieux parti républicain refuse de s'engager devant la division de la gauche, puis jette son dévolu sur une ancienne radicale de gauche : Christiane Taubira. Les déclarations de cette dernière sur la covid-19, les outre-mer et la laïcité ont raison de cette escapade. Les Radicaux retirent leur soutien à l'ancienne ministre et condamnent sa candidature.

**Comment voulez-vous que ce qui reste du peuple de gauche se retrouve dans ce capharnaüm ? L'explosion de la planète « gauche réaliste » a provoqué une pluie de météorites. C'est la grande dispersion.**

Dans une quasi-panique post-Présidentielle, ce qui reste de la gauche qui a gouverné donne à Mélenchon le brevet de la gauche qui gouverne. Il rafle au passage le leadership ponctuel de cette gauche aux abois.

Passé l'élection législative, cette alliance de circonstance ne peut donc tenir.

Mais ce n'est pas la seule raison.

## 3) « Et puis la Gauche subit un mirage stratégique »

La Gauche est sens dessus dessous. Elle vit dans la mémoire de son hégémonie culturelle. Elle en a les réflexes mais plus le rapport de force. Elle est aveuglée devant la question stratégique : briser l'hégémonie idéologique et politique du nouveau clivage nationalisme d'exclusion et libéralisme. C'est la deuxième fois que ces deux lignes se qualifient pour le 2nd tour de la Présidentielle. Ce n'est pas rien. Ils sous-tendent le paysage politique.

Pour créer une nouvelle offre capable de s'imposer au binôme nationalisme - libéraux, il faut construire un nouvel imaginaire. J'allais écrire un « projet de société ». On ne peut le faire avec des concepts des années 80 forgés dans les années 60.

Il faut tordre le cou à la dialectique gauche d'interpellation et gauche de gouvernement. Il faut une gauche de transformation responsable. Il faut, tout autant, tordre le cou au truisme stratégique de LFI : la France politique est structurée en trois pôles. La Nupes serait le 3e pilier aux côtés de

Marine le Pen et d'Emmanuel Macron.
C'est un leurre, malheureusement, qui évite de penser l'ampleur de la bataille et l'enferme dans un coin de l'échiquier politique : ce qui veut dire ne pesant pas ou peu sur le pays réel mais mettant la gauche hors du vrai débat. Par exemple, la gauche a été totalement absente du soutien au peuple Ukrainien et la dénonciation de l'agression impérialiste de la Russie.
Elle fait l'impasse sur les raisons de l'abstentionnisme et accessoirement sur la fuite d'une partie de l'électorat de gauche chez Macron. Elle subordonne la victoire de la gauche à l'irruption du peuple. Les Gilets jaunes ont surgi, sans pour autant reconnaître la gauche. C'est le moins que l'on puisse dire.
Mais la gauche pouvait l'emporter aux législatives. En campant sur un pôle de radicalité, elle permet au deuxième tour l'union de rejet et construit sa défaite ; la France insoumise raflant au passage un groupe parlementaire conséquent confortant « son leadership ».
Nous ne sommes pas sous le régime de la proportionnelle. Au scrutin uninominal à deux tours, la droite, les macronistes et l'extrême-droite font barrage à une Nupes sous pavillon mélenchoniste. Et ceci d'autant que 50 % des Français ne votent pas, même dans les quartiers populaires malgré le programme radical de la Nupes.
Quand on veut faire la révolution par les urnes comme le propose le leader de la France insoumise, c'est déjà un souci. Mais quand on veut faire accéder Mélenchon à Matignon, c'est un vrai problème.
En ce mois de mai 2022, la gauche en miettes, plus radicale que gouvernementale, veut aduler à ce qu'elle a brûlé : Jean-Luc Mélenchon.
Profitant du vote utile à la Présidentielle qui cherche à qualifier au deuxième tour la gauche quelle qu'elle soit ; et fort d'une volonté farouche de cette même gauche de rééquilibrer un pouvoir macronien sûr de lui-même, Jean-Luc Mélenchon propose un « élisez-moi premier ministre ». Il y croit peu au départ. Il s'agit surtout d'éviter la débandade qu'il a connue aux législatives de 2017. C'est une tentative de maintenir le vote utile. Même si le contact secret avec Olivier Faure et son offre d'une alliance aux écologistes lui paraît être prometteur.
La presse s'emballe, la gauche se presse. C'est le moment metaverse de la gauche … Elle se voit virtuellement gagner.
Dans une France désabusée et impavide devant ce deuxième tour aux airs du déjà-vu, l'affaire prend tournure. Tout le monde voit Mélenchon 1er ministre. La France politique s'amuse sur les plateaux télé, chez les sondeurs, à la une de Libé.
Mélenchon exige un accord sans conditions à une gauche qui a déjà troqué le drapeau rouge pour le blanc. Elle a son slogan : « Sauvons les meubles ».
La question n'est donc pas l'union mais la reddition.
L'axe stratégique de celle-ci tient dans la certitude que la radicalité entraîne le peuple dans le grand chambardement. Il n'en est rien …Les législatives en sont la preuve. A part Mélenchon qui a constaté qu'elles étaient décevantes, personne n'a expliqué pourquoi.

Pourtant Mélenchon et les leaders de la gauche persistent et signent : la Nupes « for ever » … Hors de la Nupes, point de salut.

L'ex-député des Bouches du Rhône, le 11 juillet dans une conférence de presse, appelle à une marche en septembre et jette les bases d'une alliance aux européennes. Il estime, sans être contredit, avec des accents mitterrandiens « la clé de voûte de la Nupes, c'est la désobéissance aux traités ». Comment ? C'est secondaire - la rupture est là : c'est, évidemment, pour le leader de la France insoumise la base de la « rupture avec le libéralisme et la marche à la révolution par les urnes". Cela devrait surtout marquer l'acte final de la Nupes.

## 4) « Enfin, la démocratie et les élections européennes sont des arêtes qui ne passent pas ». !

Nous venons de voir les conditions historiques, conjoncturelles et stratégiques qui conduisent à l'échec de la Nupes. Observons les conditions idéologiques et programmatiques qui vont aboutir au choc politique.

La multiplication des provocations, des agitations, des couacs et autres déclarations ont l'apparence du chahut parlementaire malvenu dans un besoin d'ordre, vu les crises.

Mais cela oblige surtout les partis qui composent la Nupes à rester globalement dans son cadre.

**La Nupes pétrie de désaccords de toutes sortes ne peut se maintenir que dans l'affrontement permanent. Et le chef d'orchestre est avec habileté Jean-Luc Mélenchon.**

Ce n'est pas du folklore. Il s'agit d'une tactique nécessaire à l'union factice. On ne quitte pas une voiture lancée à pleine vitesse. Mais surtout, il s'agit d'une stratégie : la constitution du peuple comme peuple.

La référence politique de Mélenchon Hugo Chavez le dit. Il s'oppose « aux pratiques représentatives libérales et partisanes ».

Les idéologues du populisme de gauche comme Chantal Mouffe et Ernesto Laclau le théorisent.

Chantal Mouffe oppose la démocratie libérale constituée « par le règne de la loi, la défense des droits de l'homme et le respect de la liberté individuelle et une tradition individuelle » à une tradition démocratique fondée « sur l'égalité, l'identité entre gouvernants et gouvernés et la souveraineté du peuple ».

Ernesto Laclau, lui, considère que la constitution d'un peuple n'est possible qu'au prix de la reconnaissance de tous les individus dans un même leader et l'adhésion de tous à un chef : « le représenté dépend du représentant pour la constitution de son identité ».

Il ne s'agit pas seulement d'une thèse psychanalytique sur l'inconscient collectif cher à Gustave Jung. Dans son livre « la raison du populisme » Ernesto Laclau se veut au cœur d'un phénomène historico-politique. L'exemple mis en avant par le penseur Argentin est celui de Boulanger qui ébranle la 3ème République.

Chez le général cohabite la « Sainte canaille » de 89, voire La Commune de Paris avec Jeanne d'Arc et surtout une rhétorique anti-étranger. Peu importe le contenu, ce qui est essentiel

c'est le mouvement. Car, d'après notre penseur, il met en cause l'oligarchie. Peu importe donc les forces sociales en jeu, les idées avancées, même le leader, car l'identification du peuple « hétérogène » à ce dernier en fait une force matérielle, une force homogène qui met en cause de fait l'oligarchie régnante.

Pablo Iglesias, le leader de Podemos, ne déclare-t-il pas que Podemos occupe le même espace que Siryza en Grèce, Beppe Grillo en Italie ou le Front national en France ?

Cette neutralisation du populisme, pourvu qu'il mette en cause l'oligarchie, explique l'impossibilité d'appeler à voter pour Emmanuel Macron face à Marine le Pen. Ce qui explique aussi que la France insoumise soit si peu attentive à l'antisémitisme, à l'Islam intégriste, aux radicalités antihumanistes (A Caron) etc. Car tout ce qui bouge dans le peuple est rouge.

Vieux débat entre Jean-Jaurès et Jules Guesde.

Cette glorification du populisme, au-delà du mot peuple, se retrouve aussi chez Alain de Benoist dans son livre « le moment populiste : Droite-Gauche, c'est fini »

Si Chantal Mouffe ne voit pas d'avenir à la social-démocratie car il n'y a rien à redistribuer, Laclau, lui, ne croit pas dans la démocratie libérale car il n'y a rien à délibérer.

Hugo Chavez offre la solution : « le droit au référendum révocatoire ». Et Mélenchon va l'adapter à la 6ème République.

Une démocratie directe par le peuple, c'est aussi vieux que le conseillisme ouvrier de Pannekoeke dans les années 20 tout juste revue par les théories plébiscitaires latino-américaines. Notons que les conseillistes disaient « Il faut utiliser le parlement comme tribune et s'en servir pour le détruire de l'intérieur ».

La source de ce gauchisme autoritaire est là : « la constitution du peuple en classe par son héraut ». Et le recours à la démocratie directe pour son expression. C'est au cœur de la divergence entre le populisme de gauche et la social-démocratie.

La démocratie est par essence délibératoire. La démocratie s'est inscrite dans l'ADN d'un corps aux multiples visages et aux aspirations diverses. L'unicité d'un peuple ne se fait que face à un ennemi menaçant et encore. En temps « démocratique », elle signifie le petit doigt sur la couture du pantalon. Et pour tout dire, c'est le parti unique.

La social-démocratie, comme son nom l'indique, fait de la démocratie représentative et des corps intermédiaires les leviers de la transformation. Et ceci est au cœur de la République. Elle pratique le compromis et peut, évidemment pour l'obtenir, stimuler le rapport de forces.

C'est aussi les raisons du mépris de la France insoumise pour les élu.e.s locaux et surtout des syndicats dont elle n'a de cesse que de les déborder par une action directe.

Au fond, pour les populistes de gauche, les corps intermédiaires de gauche sont des obstacles à la constitution du peuple de façon autonome.

Cette rhétorique recycle la théorie « des appareils sociaux-démocrates et communistes, obstacles à la révolution » très en vogue dans les années 60 à l'extrême gauche.

Le désaccord touche aussi le régime intérieur des formations politiques. Là où les courants, tendances et expressions diverses sont un mode de régulation des désaccords. Rien de tout cela à la France insoumise.

Des crises surviennent dans le Mélenchonisme comme avec l'ex-socialiste Marc Dolez. Elles sont nombreuses…Et à chaque fois, les dissidents doivent partir. Clémentine Autain le sait. Ruffin ne l'ignore pas : il n'y a pas d'autres expressions possibles que celle de l'orateur du peuple. Clémentine Autain déplore dans le Point que LFI « repose sur un petit noyau de dirigeants » et que « les lieux de décisions restent flous ».

Donc la Nupes n'est pas une fin pour Mélenchon mais un moyen pour promouvoir les « partisans du peuple ».

Passée la sidération, les formations de gauche qui procèdent de la démocratie représentative ne pourront accepter la « démocratie plébiscitaire » et son mode de fonctionnement hégémonique. L'épisode de la fusion des groupes énoncés par Mélenchon en est l'exemple.

**La question européenne sera le moment de vérité.**

La France insoumise est souverainiste de gauche. Pour Chavez, « Simon Bolivar est l'archétype de la lutte contre toutes interférences étrangères ». C'est la source des positions antiyankees de la France insoumise qui propose à la France de rejoindre l'alliance bolivarienne aux côtés de Maduro et Ortega. C'est la base d'un « campisme » inconditionnellement anti-impérialiste, d'un raisonnement borgne qui ignore la nature des régimes et qui refusent « l'impérialisme ».

Si le RN amalgame le social au sens national qui absorbe la question sociale et rejette les individus étrangers hors du corps sain de la nation, à la France insoumise, le souverainisme est le moyen de la constitution du peuple dans le rejet de l'Europe « par essence libérale ». C'est l'ennemi qui permet l'identification.

L'hostilité à l'Europe, le souverainisme de gauche ont toujours existé à gauche et même au PS mais ce ne sont ni toute la gauche ni sa majorité. Si le PS les acceptait, il changerait de nature.

**L'Europe sera « l'arête » qui ne passe pas.**

Mélenchon a fait le premier pas en indiquant donc que le « refus des traités est la clé de voûte de la Nupes ». Emmanuel Bompard a battu le rappel sur la proposition du chef. Jérôme Guedj l'a pris au mot et Sandrine Rousseau acquiesce : « la Nupes est une construction sur le long terme d'une écologie et d'une gauche radicale sociale et populaire. Aux prochaines élections, il nous faudra confirmer l'espoir qui en est né ».

Voilà un désaccord majeur au sein des écologistes souligné dans une tribune signée par plusieurs centaines d'écologistes dont Jadot, Mamère, Cormand, Piolle etc., texte dont monsieur Bayou se dit proche.

**Ce débat va rebondir dans le PS.**

C'est une évidence que nous sommes sur une question existentielle. D'autant que la lutte contre l'inflation, l'urgence écologique et la guerre requièrent la mutualisation européenne.

**Soit il y aura aux européennes une liste unique Nupes. Et il y aura une liste concurrente de la Gauche européenne.**

**Soit chaque parti membre de la Nupes aura sa liste.**

**Dans les 2 cas, c'est la fin de la Nupes.**

Telle est l'équation à venir de la Nupes dans la situation politique.

Cette clarification sera nécessaire car on ne peut aborder la crise politique et surtout sociale française sans savoir qui on est et où veut-on aller.

Certes, la peur de la dissolution joue un rôle coercitif.

Certes, l'irruption sociale en est un autre.

Certes, il y aura d'ici là maints esclandres et de nombreux soubresauts. L'exemple des déclarations sur Taïwan, ou l'anniversaire de la rafle du Vel'd'Hiv, n'en sont que les amuse-bouches.

Certes, le programme même de la Nupes avec la sortie de l'OTAN, de l'OMC et des traités européens offre de quoi ferrailler.

Certes, l'extraordinaire dépense publique générée par le programme de la Nupes au moment où nos déficits explosent, la mystérieuse réforme fiscale, la retraite à 60 ans (entre autres) sont des pommes de discorde.

**Mais le moment de vérité sera les européennes.**

**Et la question d'une nouvelle alliance sera posée au lendemain de cette échéance.**

Elle est le produit de la nécessité de répondre aux crises françaises et de conjurer la crise politique et la dépression sociale.

Ce voyage dans la France avant l'orage démontre que, sous une apparente immobilité, tout bouge, tout est en mouvement.

La suite va être passionnante car cela s'appelle faire l'Histoire. On ne l'imagine pas avec une gauche sur le banc de touche qui regarde le match et qui vocifère à chaque action de jeu sans pouvoir y participer.

# Fin du voyage.